

Le projet du Grand Paris bat de l'aile

Détricotée par les élus franciliens, la création de la Métropole (MGP) a été reportée d'un an par le Sénat cette semaine.

Le [Grand Paris](#) poursuit sa lente et douloureuse gestation. Débutés il y a déjà deux ans, les débats autour de sa gouvernance continuent de s'enliser. Lundi 1er juin, le Sénat a reporté d'un an – au 1er janvier 2017 – la mise en œuvre de la Métropole du Grand Paris (MGP) lors de l'examen en seconde lecture de la loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Initialement prévue pour début 2016, cette nouvelle instance doit regrouper Paris et les trois départements de la petite couronne afin d'y exercer des compétences en matière de logement et d'aménagement du territoire.

Lire aussi : [A quoi ressemblera Paris en 2017?](#)

Les sénateurs ex-UMP, alliés avec les communistes, ont invoqué la nécessité de clarifier les contours de la future MGP. "Les vieux démons de la droite francilienne réapparaissent, s'agace le député socialiste Alexis Bachelay. Après avoir fait mine de s'inscrire dans la construction de la Métropole, ils passent – sans arguments fondés – un amendement pour freiner ce projet." La droite, initialement hostile à la Métropole, lui avait trouvé de nouveaux charmes après sa victoire aux municipales, qui lui assurait la majorité dans la future assemblée. Mais les socialistes la soupçonnent toujours de vouloir la peau de cette nouvelle instance, pensée notamment pour rééquilibrer les richesses entre l'Est et l'Ouest.

Pourtant, depuis le rejet du projet initial par le Sénat, en juin 2013, tout a été fait pour favoriser un consensus droite-gauche. Afin qu'aucun élu ne se sente menacé dans ses intérêts locaux, les compétences et prérogatives de la future Métropole ont été réduites à la portion congrue. La MGP ne disposera pas avant 2020 de moyens financiers et fiscaux nécessaires pour remplir sa mission. Alors qu'elle est chargée de relancer la construction de logement, elle s'est également vue privée par le Parlement du plan local d'urbanisme (PLU) métropolitain.

"La Métropole devient une usine à gaz"

Même les élus de gauche ont contribué à ce démantèlement. Luc Carvounas, sénateur socialiste, a ainsi fait voter un amendement rétablissant le pouvoir des maires sur les offices HLM qui disposent de plus de 5.000 logements. Ce proche de [Manuel Valls](#) n'est d'ailleurs pas foncièrement hostile au report proposé par la droite. "Si l'idée est de continuer de travailler de manière consensuelle dans l'intérêt des habitants, pourquoi s'arc-bouter sur la date du 1er janvier 2016, dédramatise Carvounas. Il faut procéder à une intégration raisonnée et pas à marche forcée. Nous avançons, mais le transfert des compétences et des personnels ne se fait pas sur un claquement de doigt."

Toujours est-il que, ainsi dépecée, la future Métropole n'emballe plus grand monde. Même les plus fervents défenseurs du projet métropolitain ont perdu la foi. "Cette Métropole est le résultat d'un compromis boiteux, qui entérine le principe d'un millefeuille territorial à cinq couches, déplore le sénateur UMP Philippe Dallier, qui avait réclamé, dès 2008, la fusion entre Paris et la petite couronne. À partir du moment où l'on garantit aux communes et intercommunalités qu'elles conserveront toutes leurs prérogatives, la MGP devient une usine à gaz."

Lundi, les sénateurs ont également voté un sous-amendement déposé par la droite, qui prévoit que les conseillers métropolitains de la capitale soient élus par le Conseil de Paris. Une mesure qui permet de remettre en selle [Nathalie Kosciusko-Morizet](#) (Les Républicains), si elle souhaitait devenir présidente de la Métropole. Lors d'un précédent vote, le gouvernement avait déposé un amendement pour que ces élus soient désignés au niveau de chaque arrondissement. Ce qui aurait, de fait, écarté NKM, en minorité dans le 14e.

Vers une fusion avec la région?

Les députés socialistes devraient avoir pour consigne de rétablir la date initiale de naissance de la MGP lors de la seconde lecture du texte en juillet. La loi serait ensuite promulguée dans le courant de l'été, et les décrets d'application publiés dans la foulée. "L'hypperrichesse peut-elle, dans cette région, continuer à côtoyer l'hyper-pauvreté? N'attendons pas, sinon dans vingt ans, on parlera encore de la future Métropole", a exhorté lundi au Sénat Marylise Lebranchu. La ministre socialiste de la Décentralisation apparaît désormais bien seule dans la défense du texte. Au point qu'au PS, certains évoquent une remise à plat du projet. Et même le scénario d'une fusion entre la Métropole et la région, en cas de victoire de [Claude Bartolone](#) aux régionales. "Si on ne veut plus de la Métropole telle qu'elle existe actuellement, alors disons le clairement et remettons tous les sujets sur la table, y compris, pourquoi pas, la question de son périmètre", propose ainsi Alexis Bachelay. Le casse-tête de la gouvernance du Grand Paris n'est pas près d'être résolu.

Gaspard Dhellemmes - Le Journal du Dimanche

dimanche 07 juin 2015